

Solidaires



Branche INRA

Conseil d'Administration INRA

du 12 octobre 2017

Notes de l'élu SUD

Le sujet central de ce CA était le nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance. Ces notes se concentrent sur notre expression SUD par rapport à ce projet de prospective 2017-21 (*même si en l'absence de diffusion du document préparatoire que nous n'avons pas l'autorisation de diffuser publiquement, il est plus compliqué de suivre le développement de l'argumentaire*)

L'ordre du jour complet était le suivant :

1 - Approbation du PV du CA de l'INRA su 8 juin 2017

▶ 2 - Actualités de l'Inra

▶ 3 - Projet de contrat d'objectifs et de performance : première présentation

▶ 4 - Comptes consolidés 2016 (délibération)

▶ 5 - Budget rectificatif ordinaire N°2 pour 2017 (délibération)

▶ 6 - Demande de remise gracieuse et de décharge de responsabilité de l'Agent comptable principal (délibération)

▶ 7 - Points d'information :

a. Mise en place de la Gestion budgétaire et comptable publique à l'INRA : état d'avancement

b. Présentation de l'état d'avancement du nouveau Schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'INRA (vague 2)

c. Modification de la Convention relative au financement apporté par l'Etat à l'opération AgrParisTech/INRA sur le campus urbain Paris-Saclay dans le cadre d'un contrat de partenariat public-public

d. Bilan de la participation de l'INRA à H2020 : projets, implications, accompagnement

e. Bilan de la participation de l'INRA aux Instituts de convergence.

Retour sur quelques points d'actualités présentés par le PDG

- En introduction, il a fait part aux membres du CA de la réorganisation intervenue au sein de l'équipe de direction. Et selon lui, les Directoriales ont été très intéressantes. Concernant le rapprochement avec l'IRSTEA, celui-ci est freiné par le changement de Présidence de l'IRSTEA qui est en cours.
- Concernant le budget 2018, il n'y a pas encore de notifications mais selon le PDG il y a respect des engagements relatifs aux mesures de RH, dont RIFSEEP, et une dotation supplémentaire pour le fonctionnement. Et sur la stratégie de site et Enseignement supérieur, une belle carte de France nous est présentée sur les écoles universitaires de recherche... La livraison de la construction de Paris-Saclay se fera en 2021...
- Sur les Etats généraux de l'alimentation : notre PDG anime l'atelier « Préparer l'avenir » qui, selon lui, se déroule le mieux du monde et qui a été très constructif ! *Pourquoi s'inquiéter ?*
- Enfin, il fait part de restitutions d'expertises (Forêt et atténuation du changement climatique ; eutrophisation).

Projet de contrat d'objectifs et de performance 2017-2021

La présentation par le DGA. (F Marty) reprend le document préparatoire (de 45 pages quand même) de ce projet de Contrat d'Objectifs et de Performance. La déclaration SUD sera également

longue (*reprenez votre souffle !*) et ... bien argumentée (*en gras, la partie pointant l'actualité « glyphosate »*):

« La lecture de ce contrat d'objectifs et de performance Etat-Inra nous à la fois attristés et mis en colère.

Attristés parce qu'à l'INRA comme malheureusement dans notre monde, rien ne change vraiment. Alors que l'on pouvait espérer que la nouvelle équipe de direction ait pris enfin en compte le véritable défi qui se pose en France et dans le monde sur les questions d'alimentation et de santé de l'environnement et de l'humanité, on se retrouve à lire un document qui se situe clairement dans le droit fil des précédents et je donnerai tout à l'heure quelques exemples qui illustre nos propos.

En colère parce que l'on prend les citoyens pour des imbéciles, de même que les personnels de l'INRA. En effet, concernant les premiers, on peut lire par exemple que « *Les enjeux associés aux systèmes alimentaires inclut la production et fourniture d'aliments pour tous ainsi que l'accès à une alimentation sûre (sécurité sanitaire), saine (préservation de la santé) et répondant **aux aspirations hédoniques et culturelles** des consommateurs* ». Si vous regardez par exemple les enquêtes du Credoc, vous pourrez constater que bien au-delà des aspirations hédoniques des consommateurs, ces derniers recherchent de plus en plus de la reliance (lien social) et du sens (développement durable, commerce « équitable », production locale...) dans leurs actions de consommation, notamment alimentaire. Concernant les seconds, les personnels INRA seront heureux d'apprendre que la priorité de l'appui à la recherche est donnée à l'amélioration des performances et non au « bien être/bien travailler » des personnels dans un contexte de plus en plus difficile lié à la restriction des moyens humains et financiers et à la mise en compétition permanente de ces personnels.

Comme dans chaque document de prospective de l'INRA, nous pouvons lire dans l'introduction qu'il existe « *Des attentes fortes vis-à-vis de la recherche et de l'innovation agronomiques sont exprimées aux niveaux national et international, avec notamment pour cible d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour une population de plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050* » et plus loin que « *Pour être en capacité de nourrir l'ensemble des populations mondiales dans le futur, ces systèmes devront en effet présenter des caractéristiques de durabilité...* ». Jusqu'à quand devons nous lire ce genre d'argument récurrent dont le seul but est de justifier encore et toujours l'augmentation de la production dans les pays du Nord, sachant que cette augmentation de la production agricole dans les pays du Nord est une cause importante de dégradation de l'agriculture dans les pays du Sud notamment en raison de la concurrence déloyale exercée par les productions subventionnées des pays du Nord...

Venons-en désormais à la vision et la stratégie scientifique...

Concernant le premier item de cette vision et stratégie scientifique #global, nous apprenons que « *Dans les 5 ans, l'Inra développera la modélisation globale et multi-échelles des marchés et échanges agricoles et alimentaires et des changements d'affectation des sols, en veillant au couplage des modèles économiques et biotechniques* » ce qui paraît être un objectif très ambitieux quand on voit l'impossibilité des modèles économiques à prédire les grandes crises qui nous ont touché ces dernières années, et qui nous interroge quant à ses objectifs dont un concerne « *le commerce international des produits agricoles et agroalimentaire, avec l'insertion des filières françaises et européennes dans le commerce mondial* » qui fait écho à la sacro-sainte « vocation agro-exportatrice de la France » des discours politiques et sur lequel il est permis d'avoir les plus vives inquiétudes à l'exemple de la signature récente du CETA qui ne semble pas vraiment réjouir les agriculteurs français, même pas à la FNSEA !!!

Concernant le #3Perf (il faut comprendre que 3Perf= multiperformance environnementale, sanitaire et sociale !!!), dès le début, on peut lire « *Il existe aujourd'hui une pluralité de formes et de modèles d'agricultures, à la base de la diversité des systèmes agro-alimentaires et des alimentations, garante d'une réponse adaptée aux différentes attentes des marchés et des consommateurs et possiblement source de compétitivité et de résilience* », qui fait écho à celle plus

haut (milieu de la page 9) selon laquelle les systèmes alimentaires « devront » présenter des caractéristiques de « *diversité (coexistence de modèles, pratiques, technologies)* ». On se demande ce que veut dire « les attentes des marchés » et où il a été démontré que la coexistence de formes et modèles actuels répond vraiment aux attentes des consommateurs ? Pourquoi ne pas dire qu'il y a des modèles qui ne se valent pas et que certains sont très clairement des systèmes en échec du point de vue économique, environnemental et de la santé ? Les français seraient certainement en meilleure santé s'ils s'alimentaient mieux et il n'y a aucune raison d'affirmer que tout est pour le mieux en France avec beaucoup de conventionnel intensif, pas vraiment d'agroécologie, et un peu de bio ! Finalement, cette lecture donne le sentiment qu'il ne faut pas trancher entre les modèles et qu'il n'y a pas de place pour des politiques structurantes qui pourraient entraîner un changement profond de l'agriculture » alors qu'hier notre Président à dit lui-même qu'il était temps de « Changer d'échelle », et même si la suppression des aides aux maintiens à l'Agriculture Biologique ne constitue pas un bon signal ; à SUD nous disons chiche au changement d'échelle !!!

Malheureusement, nous pouvons avoir des inquiétudes à ce sujet à la lecture des quatre domaines mis en avant sont l'agroécologie, ce qui devrait nous réjouir à SUD car nous luttons depuis des années pour cela, le big data qui semble le nouveau graal de notre direction, le problème étant que pour traiter des big data, il faut déjà acquérir les data et ce n'est pas gagné avec la baisse des crédits et des personnels, et qui est un immense fourre tout dans lequel on peut à peu près tout mettre, l'antibiorésistance et l'émancipation de l'agriculture de la protection chimique !!! En effet, on peut se demander pourquoi l'antibiorésistance et l'émancipation de l'agriculture de la protection chimique sont ainsi mis en avant, en dehors du domaine de l'agroécologie dont ils sont bien évidemment un élément parmi tant d'autres ? Les pratiques de l'agroécologie ont par essence pour buts de permettre une réduction de l'usage des intrants dont les antibiotiques en élevage, des pesticides en culture... et il n'y a donc aucun sens à les retirer de « l'agroécologie ». **Nous profitons d'ailleurs pour rappeler que cela fait des années que la recherche publique française a sous investi sur la recherche de solutions pour sortir de la dépendance chimique dans laquelle l'agriculture s'est enfermée, la polémique actuelle du glyphosate constituant une excellente illustration du manque d'ambition que notre institut a eu jusqu'à présent sur ces questions. Dix ans après le Grenelle de l'environnement et 9 ans après le lancement d'Ecophyto 2018, nous sommes bien embarrassés pour proposer des alternatives ! Qu'avons-nous fait de notre responsabilité, celle de l'Etat exemplaire du Grenelle, de préparer la réduction de 50% des pesticides ? Ce n'est pas faute pour SUD de vous avoir alerté depuis 15 ans !**

Concernant le quatrième thème sur le climat, il est mis en avant pour les 5 prochaines années la participation de l'inra dans le programme 4 pour 1000 sur le stockage du carbone dans les sols agricoles et forestiers, ce qui constitue une initiative intéressante, mais sans qu'elle soit replacée dans le contexte général du modèle agricole à privilégier en premier lieu pour réduire les émissions de GES d'origine agricole (par exemple lors de la production des engrais azotés). Par ailleurs, comme pour l'agroécologie, cette vision des recherches pour accroître le stockage dans les sols semble vouloir se faire sans impliquer les futurs acteurs de sa mise en œuvre, c'est à dire les paysans. Enfin, vous n'êtes pas sans ignorer que nos amis de chez Monsanto sont de fervents partisans de cette initiative car ils ont eux-aussi des solutions prêtes à l'emploi pour augmenter le stockage du CO2 dans les sols... prenons donc bien garde à ce qui va être proposé.

Le cinquième encart #Food concerne le développement de systèmes alimentaires sains et durables où l'on parle beaucoup de microbiote intestinal, qui est une question scientifiquement intéressante mais dont on a du mal à percevoir le lien direct avec le développement de systèmes alimentaires sains et durables, d'approches de toxicologie prédictive, de modèles alimentaires répondant aux multiples enjeux de la durabilité de l'alimentation sans nous en dire beaucoup plus alors que cette question nous semble cruciale et enfin de la question de l'alimentation des villes en nous disant que Montpellier et Saclay sont les deux pôles émergents, ce qui n'est pas

dénué d'ironie concernant Saclay puisque ce projet a mangé des surfaces agricoles de très haute qualité en région parisienne !!!

Enfin, le dernier encart sur des bioressources aux usages complémentaires entretient un certain flou sur la finalité de ces bioressources en se cachant derrière des concepts vagues dans lesquels on retrouve tous les mots clés actuels des discours sur le développement durable mais sans rien proposer finalement de concret sur ces questions.

Quant on s'intéresse ensuite à l'axe 1 sur la politique scientifique et les pratiques de recherche, on peut constater tout d'abord que l'on ne manquera pas de pilotage de la recherche que ce soit à travers les métaprogrammes, les démarches prospectives, les partenariats thématiques et cerise sur la gâteau, la synergie avec l'IRSTEA !!! Il est vrai que dans le contexte actuel de restriction budgétaire, il faudra bien occuper les personnels de l'institut ce que toutes ces approches ne manqueront pas de faire... Concernant le rapprochement avec l'Irstea qui revient plusieurs fois dans le doc, nous aimerions quand même bien savoir quelle sera sa véritable finalité.

On nous parle ensuite des nouveaux modes de diffusion de la connaissance, et notamment d'encourager les modèles alternatifs de publication, ce qui est une excellente chose si les modalités d'évaluation et de promotions des scientifiques changent... car pour l'instant les IF et autres Hindex restent les rois du monde !!!

Enfin, nous nous félicitons par ailleurs de l'objectif sur la science ouverte aux acteurs non-marchands de la société...

Dans l'axe 2 qui concerne la stratégie européenne et internationale de l'INRA, nous regrettons que le développement d'un programme ambitieux de coopération avec les pays du Sud ne soit pas proposé car nul n'ignore que l'un des principaux enjeux de ce siècle, comme rappelé dans le document, va être de permettre à ces pays de pouvoir nourrir leurs populations et de leur fournir de l'eau saine dans les prochaines décennies, notamment en Afrique où la démographie continue de connaître une croissance exponentielle. Pour nous, il est absolument indispensable d'élargir les missions de l'INRA dans ce secteur de la coopération avec l'Afrique car le défi posé est immense, la question migratoire actuelle n'étant sans doute qu'un tout petit avant goût de ce qui arrivera dans les prochaines années si ce défi n'est pas relevé.

L'axe 3 qui se rapporte au soutien d'une politique volontariste d'innovation, de valorisation et de transfert fait l'impasse presque totale sur le transfert des connaissances et des innovations vers les premiers acteurs du monde agricole, à savoir les paysans. Face au désarroi général de la profession et face aux multiples défis auxquels elle doit faire face, l'INRA ne constitue-t-il pas un interlocuteur privilégié alors que de nombreux résultats issus des travaux de recherches menées en son sein, pourraient permettre à cette profession de mieux appréhender et donc comprendre, certains de ces défis (par exemple, le défi environnemental)? Au delà des initiatives individuelles, il reste à inventer un moyen d'organiser ce transfert de connaissances sur lequel SUD aimerait que l'INRA réfléchisse, sachant en plus qu'il ne fait aucun doute que le bénéfice serait réciproque pour l'INRA. J'ai bien entendu ce qui a été dit ce matin par PM et on peut juste regretter qu'il ait fallu que notre Président de la République en parle pour que l'INRA s'en inquiète.

Sur l'axe 5, je voudrais rappeler la nécessaire indépendance financière des chercheurs vis-à-vis du privé si l'on veut éviter les conflits d'intérêt qui se multiplient actuellement et ce ne sont pas les révélations récentes du monde sur les pratiques de Monsanto et de certains scientifiques qui sont là pour nous rassurer.

Enfin, concernant l'axe 6, qui concerne les fonctions supports, il est regrettable selon nous de lire que la priorité de l'appui à la recherche est donnée à l'amélioration des performances comme si c'était le seul critère à prendre en compte dans le fonctionnement de notre Institut.

Par ailleurs de nombreuses phrases nous interrogent, quant on lit par exemple « *L'Inra étant un acteur des politiques de site, il sera de plus recherché **des synergies avec les partenaires académiques nationaux ou de site, dans l'objectif de répondre collectivement aux besoins communs. Cette réflexion a vocation à être élargie aux partenaires internationaux*** », on peut s'interroger sur leur traduction en terme de mutualisation des moyens humains et donc de perte de postes pour les prochaines années.

Par ailleurs, on nous parle d'un plan de modernisation des fonctions support en préparation, nous nous étonnons que les représentants du personnel ne soient pas associés aux réflexions en cours.

Enfin que signifie vraiment l'expression « développer une culture de gestion du changement » pour mettre en œuvre les solutions retenues qui nous fait un peu trop penser à la phrase de notre Président de la République sur le refus de tout changement des Français !!! Quant on lit plus loin que cela concerne notamment l'opération Saclay dont on sait l'enthousiasme général qui accompagne cette action, et les modalités de rapprochements avec IRSTEA, on ne peut donc qu'être inquiets. »

Les élus CFDT et CGT souscrivent à notre contribution.

Plus surprenant, le PDG indique que nous avons dit beaucoup de choses intéressantes et il a repris certains points de notre discours en précisant que nos remarques seront pour beaucoup d'entre elles prises en compte dans le document définitif qui sera présenté en décembre.

Madame Cherbut, la nouvelle DGS, indique que les points de divergence avec SUD sont probablement assez minimes, surtout de la sémantique, mais que sur le fond, on est d'accord !!!

En bref, sur d'autres sujets abordés :

Budget rectificatif ordinaire n°2

Vote NPPV car nous avons voté contre le budget initial.

Délibération sur demande de remise gracieuse de dette et de décharge de responsabilité de l'Agent comptable principal

Vote pour

Présentation de la mise en place de la GBCP

Cela va coûter au moins 2 millions à l'INRA et si des progrès ont été faits, il reste encore du taf sans certitude que tout soit résolu en 2017.

Saclay

La CGT est intervenue avec l'argumentaire déjà développé dans les instances, et que nous partageons.